

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
EL/WG APR 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1063
BOX 20
FILE 1
ACC. 1998/0278

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité.

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D, et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l' Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l'Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès relatif dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés,

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés,
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. 1/
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

1/ NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités.
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action.
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

4/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communiqué of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

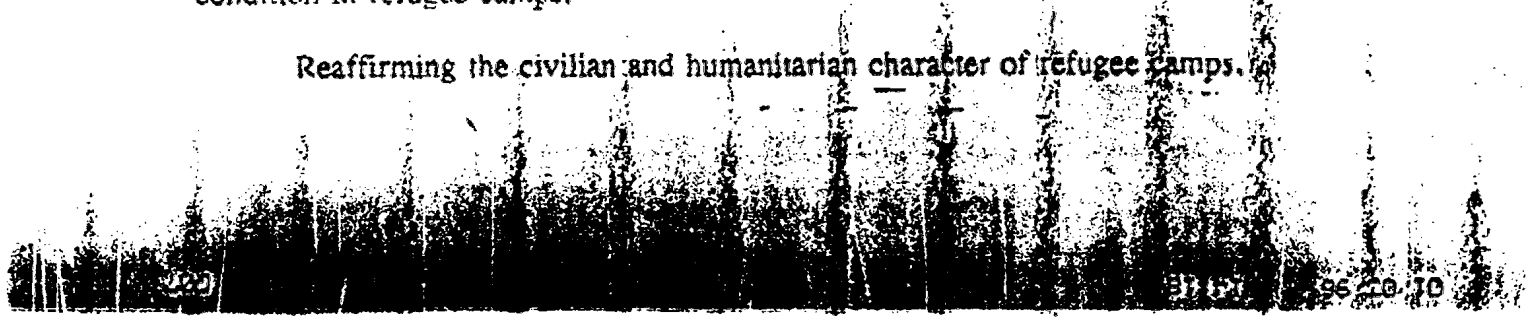
Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps,

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.



8/11

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radios and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU,¹
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwandan delegation expressed its reservation regarding the convening of the international Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

- 1711
27. Supports the initiatives of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities.
 28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
 29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
 1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaire, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee,
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months,
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow up action in the implementation of the Plan of Action,
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and Geneva to ensure close interaction and better communication between the two institutions.

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité.

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D. et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l' Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l'Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès réalisé dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zairois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés.

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés,
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. ^{1/}
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

^{1/} NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités.
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action,
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

4/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communique of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps,

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.

E/1996/10/10

8/11

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

3

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radios and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU. 1/
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwandan delegation expressed its reservation regarding the convening of the International Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

27. Supports the initiative of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities,
28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaïre, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee,
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months,
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow up action in the implementation of the Plan of Action,
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and Geneva to ensure close interaction and better communication between the two institutions.

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité,

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D, et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l'Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l'Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès réalisé dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés,

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés.
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. ^{1/}
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

^{1/} NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités,
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action,
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

4/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communiqué of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

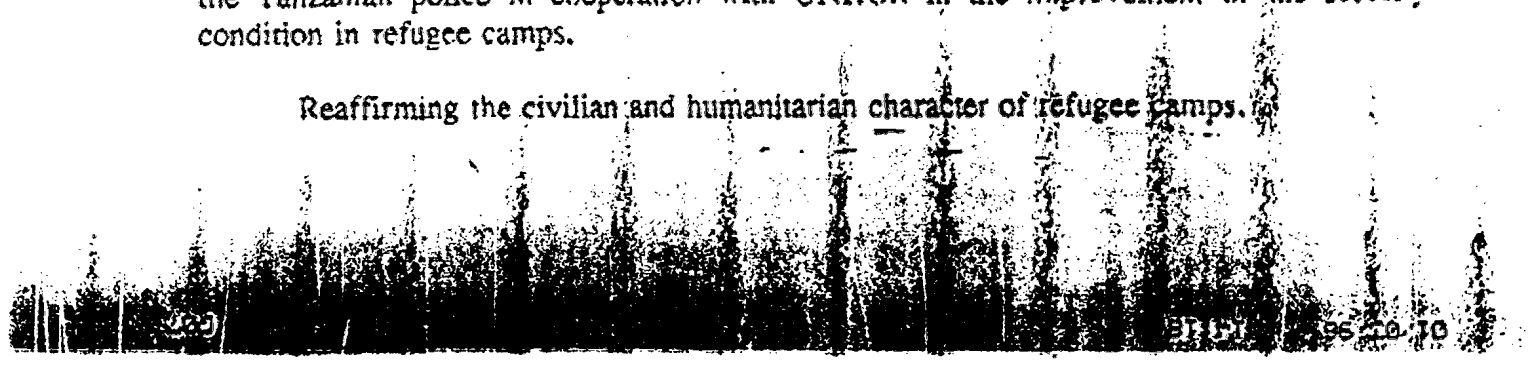
Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps.

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.



8/11

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

3

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radios and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU, ^{1/}
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwandan delegation expressed its reservation regarding the convening of the International Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

- (171)
27. Supports the initiatives of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities.
 28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
 29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
 1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaïre, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee.
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months.
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow up action in the implementation of the Plan of Action.
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and Geneva to ensure close interaction and better communication between the two institutions.

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité.

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D, et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l' Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l' Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès réalisé dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés,

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés.
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. 1/
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

1/ NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités.
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action.
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

4/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communiqué of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps,

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.

8/11

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radios and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU,^{1/}
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwanda delegation expressed its reservation regarding the convening of the International Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

1711

27. Supports the initiatives of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities.
28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
 1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaïre, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee,
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months,
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow up action in the implementation of the Plan of Action,
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and G-eya to ensure close interaction and better communication between the two institutions.

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité.

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D, et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l' Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l'Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès réalisé dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés,

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés,
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. *1/*
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

1/ NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités.
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action.
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

4/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communiqué of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

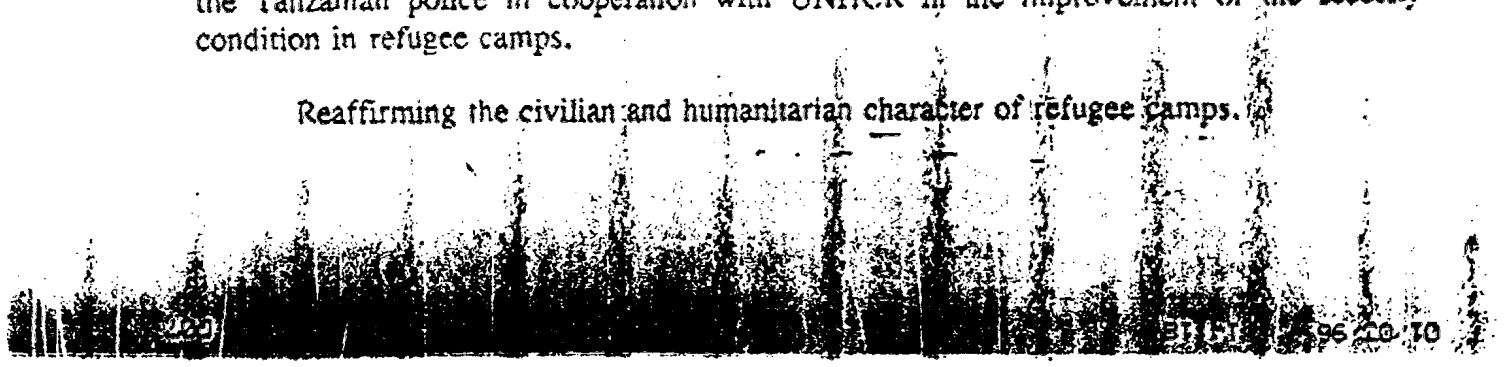
Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps,

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.



8/11

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radios and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU, ^{1/}
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwandan delegation expressed its reservation regarding the convening of the International Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

1711

27. Supports the initiative of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities.
28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
 1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaïre, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee,
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months,
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow up action in the implementation of the Plan of Action,
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and Geneva to ensure close interaction and better communication between the two institutions.

RECOMMANDATIONS

2/11

Deuxième Réunion pour la Mise en oeuvre du Plan d'Action
de Bujumbura, tenue à Addis-Abeba, Ethiopie,
le 29 février 1996

Le Comité.

Rappelant les principes du Plan d'Action de Bujumbura, plus particulièrement ceux reflétés dans les Sections C, D, et E relatifs aux mesures qui doivent être prises par les pays d'origine, les pays d'asile et la communauté internationale respectivement,

Rappelant les préoccupations exprimées dans le Communiqué de la première réunion du Comité de Suivi de la Conférence Régionale sur l'Assistance aux réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la Région des Grands Lacs tenue le 26 mai 1995 à Addis-Abeba,

Ayant examiné le rapport d'évaluation élaboré par le Secrétariat OUA/HCR sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Conférence Régionale de Bujumbura sur l'Assistance aux Réfugiés, Rapatriés et Personnes déplacées dans la région des Grands Lacs,

Prenant acte des déclarations des pays les plus touchés dans la Région des Grands Lacs à savoir le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura,

Profondément préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire au Burundi et de ses conséquences sur les populations déplacées,

Conscient de la lourde charge que supportent les pays d'asile et des conséquences résultant de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et la sécurité des communautés locales,

Notant avec appréciation les efforts déployés par les membres du Comité de Suivi et du Secrétariat conjoint OUA/HCR dans la mise en oeuvre du Plan d'Action de la conférence de Bujumbura, en particulier dans la recherche de solutions durables aux problèmes humanitaires dans la Région des Grands Lacs,

Prenant note des efforts déployés par le gouvernement rwandais dans le traitement du problème des personnes déplacées ainsi que du succès réalisé dans la mise en oeuvre du rapatriement volontaire à partir du Burundi,

Considérant le consensus évident selon lequel le rapatriement librement consenti dans des conditions de sécurité et de dignité demeure la solution la plus viable,

Prenant note du rôle positif joué par le contingent zaïrois pour la sécurité dans les camps et par la police tanzanienne en coopération avec le HCR dans l'amélioration des conditions de sécurité dans les camps de réfugiés,

Réaffirmant le caractère civil et humanitaire des camps de réfugiés.

3/11

Demande au Gouvernement Rwandais de renforcer les mesures de restauration de confiance en vue d'encourager et d'accélérer le processus de rapatriement en adoptant les mesures ci-après:

1. Dans le cadre de la Campagne d'Information de Masse, intensifier la campagne de sensibilisation de masse à travers des contacts plus actifs et réguliers entre les autorités rwandaises à tous les niveaux et les réfugiés d'une part et les autorités rwandaises, à tous les niveaux et la population locale d'autre part. Une attention urgente doit être accordée aux visites entre le Rwanda et le Zaïre,
2. Diffuser l'information sur la réhabilitation du système judiciaire, la catégorisation des crimes liés au génocide, la procédure d'arrestation et le fonctionnement de la Commission de Triage,
3. Traiter rapidement et globalement la question des droits de propriété par:
 - a) l'accélération de la mobilisation et du décaissement des ressources et de l'attribution des terres pour l'installation et la réintégration des anciens réfugiés au Rwanda,
 - b) la fourniture d'information et de directives détaillées sur la restitution des biens aux nouveaux réfugiés,
4. Continuer à collaborer avec le HCR et les autres organisations internationales concernées dans les communes de retour pour s'assurer que les activités de suivi des rapatriés, sont l'objet d'une coopération et d'un appui entiers des autorités locales,
5. Continuer à contrôler les incidents de sécurité et assurer la transparence des mesures prises afin de corriger l'image que se font les réfugiés de la situation sécuritaire au Rwanda,
6. Louer les efforts déployés par toutes les parties aux différents accords tripartites dans la mise en oeuvre de ce mécanisme et les encourage à poursuivre ce processus,

Burundi

Vu le danger potentiel de la détérioration de la situation politique et sécuritaire au Burundi,

ET/ET 02 00 TO

7. Encourage le gouvernement burundais dans ses efforts visant à créer la confiance et les conditions de sécurité nécessaires pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées.
8. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle poursuive son assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux demandeurs d'asile burundais et loue les efforts des pays de la région qui continuent de donner asile aux nationaux burundais en besoin de protection et de sécurité,
9. Lance un appel au gouvernement du Burundi de poursuivre ses efforts pour le rapatriement volontaire et accéléré des réfugiés rwandais,
10. Lance en outre un appel au gouvernement du Burundi pour continuer, en collaboration avec le HCR, sa campagne de sensibilisation sur le rapatriement des réfugiés et le traitement du problème des intimidateurs,
11. Demande aux autorités burundaises de garantir la sécurité des réfugiés en attendant leur rapatriement et de mettre en oeuvre, le moment venu, la décision relative au transfert des cas résiduels,
12. Exhorte le gouvernement du Burundi à assurer la sécurité du personnel et des opérations humanitaires,

B. PAYS D'ASILE

Lance un appel aux pays d'asile pour poursuivre leurs efforts dans la promotion du rapatriement volontaire par:

13. Une accélération du processus d'isolement des intimidateurs et activistes politiques qui entravent le rapatriement volontaire des réfugiés,
14. Un renforcement des mesures visant à réduire les activités commerciales dans les camps et à limiter les autres activités économiques des réfugiés qui les encouragent à rester en exil,
15. Une pleine coopération avec le Tribunal International pour le Rwanda et l'adoption, conformément à la résolution pertinente du Conseil de Sécurité, d'une législation nationale leur permettant de poursuivre les auteurs présumés du génocide sur leurs territoires respectifs,
16. Un examen périodique, en collaboration avec le HCR, du besoin de protection et d'assistance des réfugiés sur leurs territoires,
17. Un soutien entier au HCR dans sa campagne d'information de masse visant à promouvoir le rapatriement par la sensibilisation et la correction de l'image que les réfugiés se font de la situation de sécurité dans le pays d'origine.

C. COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

18. Exprime son appréciation pour le rôle de la mission de l'OUA au Burundi (MIOB) et lance un appel à la communauté internationale pour le renforcement de la présence de la MIOB par la fourniture de ressources supplémentaires.
19. Exhorte la communauté internationale à continuer d'assister les pays d'asile et à faire face aux besoins essentiels des réfugiés en assurant notamment la continuité en matière d'approvisionnement en vivres,
20. Exhorte en outre la communauté internationale à fournir l'assistance aux agences et organisations participant au rapatriement des réfugiés au Rwanda et à aider le Rwanda dans ses efforts de réhabilitation et d'intégration des rapatriés,
21. Lance un appel à la communauté internationale pour fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du Tribunal International pour le Rwanda et coopérer avec lui dans la poursuite des auteurs présumés du génocide,
22. Exhorte la communauté internationale à localiser rapidement les stations de radio de la "Haine" et à prendre les mesures nécessaires afin de les rendre inopérantes,
23. Exhorte la communauté internationale à participer activement et à soutenir les pays concernés dans leurs efforts pour neutraliser les intimidateurs et mettre fin aux structures politiques dans les camps dont le but est de décourager le rapatriement,
24. Soutient la coordination des différentes initiatives politiques visant à trouver une solution à la situation prévalant au Burundi,
25. Prend note des initiatives en cours visant à trouver une solution globale à la crise dans la région et donne son appui à la convocation, le plus tôt possible, d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et le développement sous les auspices des Nations Unies et de l'OUA. 1/
26. Soutient toute initiative visant le retour à la confiance au Burundi notamment par la réhabilitation du système judiciaire, l'éducation et le retour des personnes déplacées et exhorte la communauté internationale à approuver le plan global d'insertion adopté par le gouvernement du Burundi,

1/ NB: La délégation du Rwanda a émis des réserves quant à la tenue d'une conférence internationale à laquelle elle ne voudrait pas être associée.

27. Apporte son soutien aux initiatives des pays donateurs visant à assister les pays d'asile, sur une base bilatérale, à faire face aux incidences négatives de la présence des réfugiés sur l'environnement, l'infrastructure et les communautés locales et les exhorte à poursuivre le financement de telles activités.
28. Ayant examiné le rapport d'évaluation sur l'initiative du PNUD/HCR dans la région des Grands Lacs, approuve la stratégie à court terme sur l'assistance aux pays d'asile et exhorte la communauté internationale à honorer le plus tôt possible ses engagements; il appuie, par ailleurs, la mise en place, par le PNUD, en liaison étroite avec les pays hôtes, d'un mécanisme de coordination et d'information pour sa mise en oeuvre, et réitère le besoin de convoquer une Table Ronde sur l'assistance aux pays d'asile,
29. Demande que l'assistance bilatérale et multilatérale aux zones d'accueil des réfugiés fasse l'objet d'une ample publicité afin d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur la solidarité internationale, le partage du fardeau avec le pays hôte et le mécanisme de coordination.

D. MECANISME DE SUIVI

30. Ayant examiné le présent Mécanisme de Suivi du Plan d'Action de la Conférence de Bujumbura, recommande:
 1. La mise en place d'un comité permanent, composé de dix membres du Comité de Suivi (avec parité entre les pays affectés et les pays donateurs, notamment le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie et le Zaïre, le Représentant de l'Union Européenne, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Rwanda, le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, l'OUA et le HCR. La compétence de ce Comité permanent sera de suivre et d'évaluer régulièrement la mise en oeuvre du Plan d'Action de Bujumbura et de faire rapport au Comité de Suivi,
 2. Ce Comité sera présidé alternativement par le Secrétaire Général de l'OUA et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et se réunira tous les trois mois,
 3. La constitution de sous comités du Comité Permanent au niveau de chaque pays de la région pour faciliter le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'Action.
 4. Le renforcement du Secrétariat OUA/HCR en désignant des points focaux à Addis-Abeba et à Genève afin d'assurer une étroite interaction et une meilleure communication entre les deux institutions.

RECOMMENDATIONS

7/11

The Second Meeting of the Implementation of the Plan
of Action of Bujumbura, held in Addis Ababa, Ethiopia
on February 29th, 1996

ALL STAFF

The Committee,

Recalling the principles of the Bujumbura Plan of Action, most particularly those outlined under Section C, D and E, concerning the measures to be taken by respectively, the countries of origin, the countries of asylum and the international community,

Recalling the concerns reflected in the Communiqué of the First Meeting of the Follow-up Committee of the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region held on May 26, 1995 in Addis Ababa,

Having considered the progress report prepared by the OAU/UNHCR Secretariat on the Implementation of the Plan of Action of the Regional Conference of Bujumbura on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region,

Taking note of the statements made by the most affected countries in the Great Lakes Region, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania and Zaire on the progress achieved in the implementation of the Bujumbura Plan of Action,

Deeply concerned about the deterioration of the security situation in Burundi and its consequences on displacement of populations,

Conscious of the burden on asylum countries and the adverse effects of the presence of refugees on their environment, infrastructure and security of the local communities,

Noting with appreciation the efforts of the Members of the Follow-up Committee and the Joint OAU/UNHCR Secretariat in the implementation of the Bujumbura Conference Plan of Action, especially in the search for durable solutions to the humanitarian problems in the Great Lakes Region,

Taking note of the efforts undertaken by the Rwandese Government in addressing the issue of internally displaced persons as well as the success in implementing voluntary repatriation from Burundi,

Considering the obvious consensus that voluntary repatriation in conditions of safety and dignity remains the most viable solution,

Taking note of the positive role played by the Zairian camp security contingent and the Tanzanian police in cooperation with UNHCR in the improvement of the security condition in refugee camps,

Reaffirming the civilian and humanitarian character of refugee camps.

A. COUNTRIES OF ORIGIN**Rwanda**

Calls on Rwanda to reinforce the confidence building measures to encourage and accelerate repatriation by adopting the following measures,

1. Intensify the mass information campaign through active and more regular contacts between Rwandese authorities at all levels and the refugees on one hand and the local population on the other. Urgent attention should be given to visits between Rwanda and Zaire,
2. Disseminate information on the rehabilitation of the judicial system, the categorization of culpability in crime of genocide, the arrest procedure and the functioning of the Commission de Triage (Screening Committee),
3. Address expeditiously and comprehensively the issue of property rights by :-
 - a) expediting the mobilization, disbursement of resources and allocation of land for the resettlement and reintegration of the old caseload returnees in Rwanda,
 - b) providing clear information and guidelines on the restitution of property to the new caseload of refugees,
4. Continue to collaborate with UNHCR and other concerned international organizations in the communes of return to ensure that monitoring activities receive the full cooperation and support of the local authorities,
5. Continue to contain security incidents and take appropriate measures in a transparent manner in order to correct the perception of refugees about the prevailing security situation in Rwanda,
6. Commends all parties to the various Tripartite Agreements with Rwanda for their efforts in making full use of this mechanism and encourages them to pursue this process,

Burundi

In view of the potential danger of the deteriorating political and security situation in Burundi,

7. Encourages the Government of Burundi in its effort to create confidence and the necessary security conditions for the return of refugees and internally displaced persons.

9/11

8. Calls upon the International Community to continue providing assistance to the internally displaced persons and refugees from Burundi and commends countries from the region which continue to grant asylum to Burundi nationals in need of protection and security.
9. Calls upon the Government of Burundi to continue in its efforts to ensure the voluntary and accelerated repatriation of Rwandese refugees.
10. Further calls upon the Government of Burundi to continue its sensitization campaign in collaboration with UNHCR on repatriation and to address the problem of intimidators.
11. Requests the Burundi authorities to ensure the security of the refugees pending their repatriation and to implement at the appropriate time its decision on the relocation of the residual caseload.
12. Urges the Government of Burundi to ensure the safety of humanitarian personnel and operations.

B. COUNTRIES OF ASYLUM

Appeals to countries of asylum to continue their efforts in the promotion of voluntary repatriation by :-

13. Expediting the process of separation from the refugee camps of the intimidators and political activists who are obstructing the voluntary repatriation of refugees.
14. Strengthening the measures aimed at curbing commercial activities in the camps and reducing other economic activities of refugees which motivate them to remain in exile.
15. Cooperating fully with the International Tribunal for Rwanda and initiating steps in accordance with the Resolution of the Security Council to enact national laws to enable them to prosecute suspected perpetrators of genocide in their respective territories.
16. Reviewing periodically, together with UNHCR, the need for protection and assistance of refugees on their territories.
17. Providing full support to UNHCR in its mass information campaign to promote repatriation by informing and correcting prevailing perceptions of the refugees on the security situation in the country of origin.

10/11

C. INTERNATIONAL COMMUNITY

18. Expresses its appreciation for the role of the OAU Mission in Burundi (OMIB) and calls upon the international community to strengthen the OMIB's presence by providing additional resources,
19. Urges the international community to continue to assist the countries of asylum and meet the basic needs of refugees, especially by ensuring continuity in food supply,
20. Urges the international community to provide needed assistance to various agencies and organizations involved in the repatriation of refugees to Rwanda and to help Rwanda in its rehabilitation efforts and the reintegration of returnees,
21. Calls upon the international community to provide the needed resources for the functioning of the International Tribunal for Rwanda and to cooperate with it in tracking suspected perpetrators of genocide,
22. Requests the international community to expeditiously locate hate-radicals and to take appropriate measures to neutralize them,
23. Urges the international community to participate actively in and to support the work of concerned countries in their efforts to separate intimidators and dismantle political structures in the camps which discourage repatriation,
24. Supports the coordination of the various political initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the prevailing situation in Burundi,
25. Takes note of the on-going initiatives aimed at finding a comprehensive solution to the crisis in the region and supports the convening, as soon as possible, of an international conference on peace, security and development under the auspices of the United Nations and the OAU,^{1/}
26. Supports any initiatives aimed at restoring confidence in Burundi notably through the rehabilitation of the judicial system, education and the return of the internally displaced persons and calls upon the international community to approve the comprehensive plan adopted by the Government of Burundi,

1 NB:

The Rwandan delegation expressed its reservation regarding the convening of the International Conference on Peace, Stability and Development under the auspices of the United Nations and OAU to which it does not wish to be associated with.

27. Supports the initiatives of donor countries to assist countries of asylum on bilateral basis to cope with the adverse impact of large numbers of refugees on the environment, infrastructure and local communities and urges them to continue funding such activities.
28. Having considered the progress report on the UNDP/UNHCR initiative in the Great Lakes Region, approves the short term strategy for assistance to countries of asylum and calls upon the donor community to honour its financial commitments as soon as possible; furthermore, it endorses the establishment by UNDP, in close liaison with the host countries, of a coordination and information mechanism for its implementation and reiterates the importance of convening a Round Table at some stage.
29. Requests that the bilateral and multilateral assistance to the refugee affected areas should be given wide publicity to inform and educate the general public on international solidarity, the burden sharing with the host countries and the coordination mechanism.

D. FOLLOW-UP MECHANISM

30. Having reviewed the present Follow-up Mechanism of the Bujumbura Conference Plan of Action recommends :-
1. The setting up of a Steering Committee composed of ten Members with equal distribution between affected and donor countries, namely Burundi, Rwanda, the United Republic of Tanzania, Zaïre, the United States of America, the Representative of the European Union, the Representative of the Secretary-General in Burundi, the Representative of the Secretary-General in Rwanda, the OAU and UNHCR. The competence of this Steering Committee, will be to monitor and evaluate on a regular basis the implementation of the Bujumbura Plan of Action and report to the Follow-up Committee,
 2. The Steering Committee will be alternatively chaired by the Secretary-General of the OAU and the High Commissioner for Refugees and will meet every three months,
 3. The setting up of sub-committees of the Steering Committee at national levels in the countries of the region to facilitate follow-up action in the implementation of the Plan of Action,
 4. The strengthening of the OAU/UNHCR Secretariat by designating focal points in both Addis Ababa and Geneva to ensure close interaction and better communication between the two institutions.